



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

lutte contre l'exclusion

Question au Gouvernement n° 2567

Texte de la question

PAUVRETÉ

Mme la présidente. La parole est à Mme Danièle Hoffman-Rispal, pour le groupe socialiste.

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Monsieur le Premier ministre, l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale a remis son rapport la semaine dernière. Vous ne pouvez plus le nier : vous avez désormais la preuve que la pauvreté augmente depuis votre arrivée aux responsabilités. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Bien que certains chiffres remontent à 2003, vous voyez comme nous sur le terrain que la situation se dégrade. La faiblesse de la croissance économique, la hausse du chômage et sa moins bonne indemnisation, le sacrifice des emplois aidés sont évidemment en cause. Si vous vous êtes réjoui de l'amélioration des chiffres du chômage à la fin de l'année 2005, vous avez oublié que, dans le même temps, les bénéficiaires de minima sociaux, en particulier du RMI, étaient plus nombreux. Il n'y a pas de reprise de l'emploi dans notre pays, comme l'attestent malheureusement les chiffres du mois de janvier.

En outre, ce rapport mesure bien - et cela prend un relief particulier en ce 8 mars - les catégories de la population les plus touchées par la pauvreté aujourd'hui. Les femmes, surtout lorsqu'elles élèvent seules leurs enfants, sont parmi les plus concernées par cette aggravation, et vous n'avez rien fait pour limiter le travail à temps partiel subi, qui est largement à l'origine de cette situation et dont les revenus ne permettent pas de vivre décemment.

M. Lucien Degauchy. Et vous, qu'avez-vous fait ?

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Alors que la pauvreté pèse toujours autant sur les jeunes de moins de vingt-cinq ans, un phénomène nouveau et inquiétant apparaît dans notre société : l'accroissement de la pauvreté chez les personnes âgées.

Ma question est donc la suivante : tiendrez-vous compte de ce rapport alarmant sur la pauvreté dans notre pays ? Allez-vous changer de politique ou prendrez-vous toujours des mesures qui plongent dans la précarité et l'exclusion les plus fragiles de nos concitoyens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité.

Mme Catherine Vautrin, *ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité*. Madame la députée, il est des sujets sur lesquels il est important que nous puissions nous en tenir aux faits, et à eux seuls.

Je salue le travail réalisé pour le rapport remis au Gouvernement le 22 février et qui fait référence à deux critères utilisés pour définir le taux de pauvreté monétaire : selon le critère français, la France passe de 5,9 % à 6,3 % et, selon le critère européen, elle stagne.

Ne nous jetons pas des chiffres à la figure, madame Hoffman-Rispal.

M. Lucien Degauchy. Ils n'ont rien fait !

Mme la ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité. Quand on parle de pauvreté, on parle avant tout d'hommes et de femmes. Comme l'exprime le rapport dans ses recommandations, il faut d'abord changer les critères, parce que la pauvreté monétaire ne montre pas, à elle seule, les difficultés. Ensuite, il convient d'apporter des solutions concrètes. Comme je n'ai pas envie d'être désagréable (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), je n'insisterai pas sur le fait que ce rapport repose sur des chiffres de 2002-2003. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

La seule question qui se pose aujourd'hui est de savoir quelles solutions nous sommes capables d'apporter. Le premier travail est l'accompagnement des femmes vers l'emploi. Nous venons de faire voter la loi de retour à l'emploi et nous travaillons sur le temps partiel subi, car il est malheureusement vrai que le cocktail associant, pour les femmes, le statut de chef de famille monoparentale et le temps partiel subi conduit à ce qu'on appelle la nouvelle pauvreté.

Il est vrai aussi que si ces femmes n'ont pas de logement, c'est parce qu'on n'en a pas construit assez, et vous savez quand : comme par hasard, entre 1997 et 2002 ! ("*Eh oui !*" et *applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*. - *Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*.) Nous avons, quant à nous, mis en chantier les logements sociaux dont nous avons besoin.

Vous voyez, madame Hoffman-Rispal, que si les constats sont importants, les solutions valent encore mieux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*.)

Données clés

Auteur : [Mme Danièle Hoffman-Rispal](#)

Circonscription : Paris (6^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2567

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : cohésion sociale et parité

Ministère attributaire : cohésion sociale et parité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 mars 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 mars 2006